

Le [leadership et la participation des femmes à la vie politique](#) font partie de sept principaux domaines de travail d'ONU Femmes. Partout dans le monde, nos programmes et nos activités comprennent la dispense de formations destinées aux candidates politiques pour aider à organiser des programmes d'éducation civique et de sensibilisation des électeurs à l'égalité des sexes.

Nous travaillons avec les syndicats et les assemblées de femmes, et nous appuyons d'autres organes de prise de décisions qui permettent aux femmes de faire entendre leur voix. Nous soutenons également les défenseurs de l'égalité des sexes en appelant les partis politiques, les gouvernements et d'autres parties prenantes à assumer leur part de responsabilité dans l'autonomisation des femmes. Enfin, nous apportons notre soutien aux initiatives visant à défendre l'idée que les mesures en faveur de l'égalité des sexes doivent occuper une place centrale dans la formulation de politiques publiques.

AFRIQUE

Nos initiatives en Afrique comprennent notamment le soutien des femmes au Kenya en vue de promouvoir de nouveaux droits politiques et économiques fondamentaux dans la Constitution de 2010, la collaboration avec les représentants et les partis pour assurer l'inclusion des femmes dans les listes de nomination pour les élections de mars 2013, et la formation de près de 900 candidates dans l'ensemble des 47 pays. À la suite des élections nationales du 4 mars au Kenya, [les femmes ont été élues à un cinquième des sièges](#), doublant ainsi leur représentation précédente.

Au Zimbabwe, [la représentation des femmes a également plus que doublé au cours des élections générales de juillet 2013](#), atteignant un taux historique de 35 pour cent, principalement grâce à une mesure constitutionnelle spéciale. Le quota figure dans la nouvelle Constitution du Zimbabwe, [qui a](#)

[été approuvée par un référendum en mars](#)

et promulguée le 22 mai 2013. Elle a été largement célébrée après une

[lutte de dix ans, qu'ONU Femme et le PNUD ont soutenue](#)

à travers un groupe de pression pour des réformes constitutionnelles.

En vue des élections présidentielles historiques au Mali en juillet 2013, [ONU Femmes a soutenu la mise sur pied d'une plate-forme de veille des femmes](#)

visant à assurer des élections équitables et pacifiques, durant lesquelles les électrices pourraient échanger leurs opinions et des informations. Cette plate-forme s'est inspirée des « salles de gestion de crise » pour les femmes au

[Sénégal](#)

et en

[Sierra Leone](#)

. ONU Femmes a également soutenu une campagne mettant en avant le droit de vote des femmes, dans laquelle ont participé plus de 5 000 femmes et jeunes dans deux régions du pays.

AMÉRIQUES

Nos initiatives dans les Amériques comprennent entre autres des sessions de formation pour [réparer les jeunes femmes en Amérique latine et aux Caraïbes](#)

à renforcer leurs compétences de leadership et leur engagement politique. En novembre 2012, 80 jeunes femmes en provenance de 25 pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont participé à une réunion régionale au Panama organisée par ONU Femmes, le PNUD et le FNUAP. La réunion a fourni l'occasion de discuter et d'échanger des idées : les participantes ont pu faire passer des messages à leurs pairs et à d'autres organisations.

Dans les régions frontalières entre le Brésil et le Paraguay, ONU Femmes a apporté son soutien aux femmes dirigeantes des communautés autochtones des Guarani-Kaiowá et des Ayoreo, dans le but de les faire [s'organiser en assemblées de femmes dynamiques](#) . La toute

première assemblée Aty Guasu Cuña (grande assemblée des femmes autochtones) a été organisée en avril 2013, dans le village de Bororo à Dourados au Brésil, avec plus de 500 participantes. Les femmes autochtones se sont présentées comme une force politique et elles ont formulé une série de requêtes aux autorités publiques.

En Uruguay, où une loi de 2009 garantit qu'au moins 30 pour cent des candidats sur les listes électorales sont des femmes, [ONU Femmes, le PNUD et le FNUAP ont formé un groupe de 25 jeunes leaders](#) de quatre partis politiques pour les faire se préparer aux élections nationales en octobre 2014. Le programme de formation vise à l'élargissement des réseaux politiques formels et informels des participantes, au renforcement de leur confiance en elles en améliorant leurs compétences en matière de communication et d'argumentation, et à l'approfondissement de leurs connaissances des règles de base en politique, tout en accroissant leur intérêt pour la question de l'égalité des sexes.

ÉTATS ARABES

Dans le cadre de nos efforts de promotion de services plus accessibles pour les femmes et les filles, ONU Femmes a soutenu une catégorie spéciale du Prix des Nations Unies pour le service public intitulée « Promotion de la prestation de services tenant compte des questions de genre ». En juin 2013, [le Maroc a été récompensé pour la mise en œuvre réussie d'une réforme](#) visant à renforcer la faible représentation des femmes dans les prises de décisions aux niveaux locaux. Plus de 100 activités ont été menées, y compris des formations pour les femmes, des visites d'experts en matière d'égalité des sexes pour orienter les groupes locaux, et des activités visant à renforcer les groupes féminins dans la société civile – touchant plus de 8 000 femmes de la région du Maghreb, de la Mauritanie et du Maroc.

Suite à certains gains électoraux en Iraq, [ONU Femmes travaille en collaboration avec les candidates afin de changer les choses](#). En plein climat de violence lors des élections locales et régionales d'avril dernier, pendant lesquelles 14 candidates ont été tuées, ONU Femmes et l'Iraq Foundation ont formé 300 femmes candidates.

Beaucoup ont été élues, en partie grâce à une loi des quotas visant à assurer une représentation d'au moins 25 pour cent des sièges au Parlement aux femmes. Les femmes ont également réalisé des percées dans les conseils régionaux, où elles occuperont probablement 26 pour cent des sièges.

ASIE-PACIFIQUE

Lors des récentes élections générales au Pakistan en mai 2013, 15 millions de femmes – un record historique – soit [40 pour cent du corps électoral](#), ont voté. Elles ont participé pour la première fois grâce aux [efforts de la Commission électorale du Pakistan et d'ONU Femmes](#)

. Ces dernières ont également mené une campagne d'information des électeurs, avec une communication directe par l'intermédiaire des réseaux locaux de la société civile, touchant plus de 1 million de femmes. Pour encourager les femmes à voter, ONU Femmes a également contribué à la production de chansons, de publicités télévisées et de pièces de théâtre, qui ont touché plus de 25 millions de personnes selon les estimations.

Dans le cadre des initiatives de collecte d'informations et de sensibilisation, [ONU Femmes et la Fédération des femmes de Chine \(ACWF\) ont organisé un atelier de deux jours à Beijing](#) en janvier 2013. Le premier atelier « Asia-Pacific Workshop on Promoting and Monitoring Women's Political Participation » (atelier de la région Asie-Pacifique sur la promotion et le suivi de la participation politique des femmes) a réuni 70 dirigeants gouvernementaux et non gouvernementaux dans l'une des régions où la participation politique des femmes est la plus faible. Ils ont appelé à des mesures efficaces pour augmenter le nombre de femmes dans les prises de décisions politiques à tous les niveaux.

Pour surmonter leur manque de visibilité et de représentation publique en Asie du Sud-Est, des femmes autochtones de huit pays ont trouvé un terrain d'entente au cours d'une consultation sur la violence contre les femmes autochtones aggravée ou causée par des projets de développement économique. La réunion a été organisée à Chiang Mai, en Thaïlande, par l'Asia

Indigenous Peoples' Pact (AIPP) et [appuyée par ONU Femmes dans le cadre de son programme régional pour l'amélioration des droits fondamentaux des femmes en Asie du Sud-Est](#) . Elle contribue au travail mené pour l'établissement de liens des femmes autochtones tant entre elles qu'avec des spécialistes des droits, et pour leur fournir les compétences nécessaires leur permettant de saisir les questions urgentes et d'y répondre.

EUROPE ET ASIE CENTRALE

En Europe et en Asie Centrale, [ONU Femmes a soutenu des groupes de femmes issues d'organisations syndicales ainsi que des ONG en Azerbaïdjan, en Russie et au Kazakhstan](#) , en vue de les sensibiliser aux droits des travailleuses domestiques et aux conditions de travail décentes, conformément à la Convention n° 189 de l'OIT. Ensemble, elles font maintenant pression pour l'adoption de la Convention de l'OIT et l'intégration de ses normes dans les politiques et la législation nationales concernées.

En décembre 2012, la Chambre basse du Parlement du Tadjikistan a approuvé un projet de loi visant à protéger les victimes et à empêcher la violence domestique. Le projet de loi a été adopté après une campagne de promotion menée par la société civile, les ONG, le mouvement des femmes, les Nations Unies et d'autres organisations internationales qui a duré plus de 10 ans. Au cours de ce processus, [ONU Femmes a créé une plate-forme pour établir des partenariats entre les acteurs étatiques concernés et les ONG de femmes](#) , afin de renforcer les actions de lobbying et de parvenir à un consensus par le biais d'auditions publiques.

Source: [UNWomen](#)